



Madame la Directrice interrégionale

Nous devons répondre à la convocation à ce CSA pour évoquer le sujet du secteur de l'insertion de la PJJ et les projets territoriaux pour notre région. C'est un sujet au cœur de nos préoccupations pour nous qui avons longtemps lutté pour l'ouverture d'UEAJ et la reprise des concours de professeurs technique. Nous voulions réaffirmer notre attachement à ce sujet, finalité de l'action éducative, pour proposer des parcours d'accompagnement des jeunes PJJ adaptés et des contenus d'activités en phase avec leurs carences pour comprendre et décoder le monde qui les entoure.

Nous devons venir à ce rendez vous pour faire valoir nos positions dans le cadre du programme d'ouvertures d'unités 2023/2027 et les différents projets territoriaux. Nous avons prévu d'évoquer le manque d'ambition de la PJJ, la disparition des ateliers professionnels et les contours pédagogiques des nouveaux UEAJ qui remplacent acquisitions et apprentissages par employabilité dans un monde du travail uberisé. Enfin, nous souhaitons interroger la DIR sur les missions des correspondants insertion qui varient selon les territoires.

Tout cela s'entendait dans un cadre républicain apaisé et assuré, mais le contexte politique national depuis les élections européennes du 9 juin a tout changé.

La perspective d'un gouvernement d'extrême droite est réelle et avec elle un bouleversement certain pour la PJJ, ses missions et ses organisations. C'est l'existence de notre institution d'éducation qui est plus que menacée car l'extrême droite est fondamentalement à l'opposé de nos valeurs d'égalité, de justice et de solidarité. Il bouleversera en profondeur le pays, modifiant sa constitution et ses lois au nom d'un roman national fictif et d'une préférence nationale bien réelle.

Le journal Le Monde de ce week-end parlait du sentiment de sidération et de tétanie qui touchait la fonction publique : quelle attitude pourrait-on adopter ? quels choix serions-nous tous obligés de faire face à des ordres contraires aux fondements de nos engagements dans nos métiers ? Ces questions sont vertigineuses et nous allons organiser des assemblées pour que ces thématiques soient partagées dans les services et les équipes.

Par conséquent, participer à un CSA en faisant fi de ce contexte nous semble dérisoire. Que vaudront toutes nos discussions et vos décisions dans quelques semaines au cours desquelles l'histoire de notre pays va être possiblement percutée par un tel cataclysme ?

Pour nous, aujourd'hui, l'urgence est à la mobilisation et au combat contre l'extrême-droite et le danger qu'elle représente. En tant qu'organisation syndicale et en tant que représentants des personnels de la PJJ, nous prenons nos responsabilités face à ce moment historique et appelons toutes et tous nos collègues à participer aux mobilisations jusqu'aux législatives. L'heure est grave.

Pour ces motifs et dans ces circonstances, nous ne siégerons pas au CSA du 20 juin.